



Bonjour Staff, l'équipe de rédaction vous souhaite le meilleur pour 2020 ainsi qu'à vos proches et vous remercie pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Consommation & Consommateurs

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

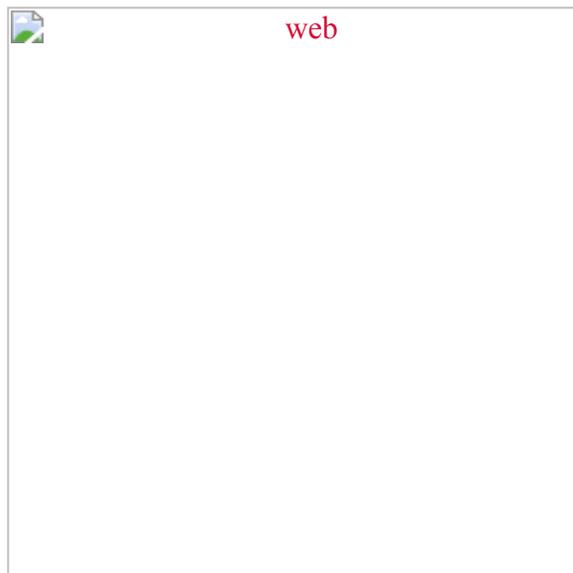
Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

Demande d'autorisation de réémetteur TNT

La Décision du CSA n° 2019-630 du 18 décembre 2019 a fixé les modalités des demandes d'autorisation de réémetteur TNT présentées par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales ou par un propriétaire de constructions, un syndicat de copropriétaires ou un constructeur.

Lire



Obligations de diffusion des chaînes : la notion de documentaires



Le CSA est en droit, pour déterminer si un programme a le caractère de documentaire, de procéder à une appréciation d'ensemble des émissions en question. Le refus du CSA opposé à RMC découverte de qualifier 27 programmes de documentaires, a été confirmé par le Conseil d'État.

Lire

Honnêteté de l'information : RT France épinglée

La mise en demeure de la société RT France (télévision russe) par le CSA, pour non-respect de l'honnêteté de l'information a été validée par le Conseil d'Etat.

Lire



Contrat de voix-off : le CDI appliqué



En tout domaine, attention à ne pas abuser des CDD d'usage sous peine de requalification en CDI.

Lire

Presse | Edition

Edition de magazine : attention à la résiliation abusive de contrat

Signer un contrat d'édition de magazine engage les parties, toute sortie contractuelle doit se faire selon les modalités du contrat sous peine de condamnation pour rupture abusive.

Lire



« Nègre » : outrage et injure constitués

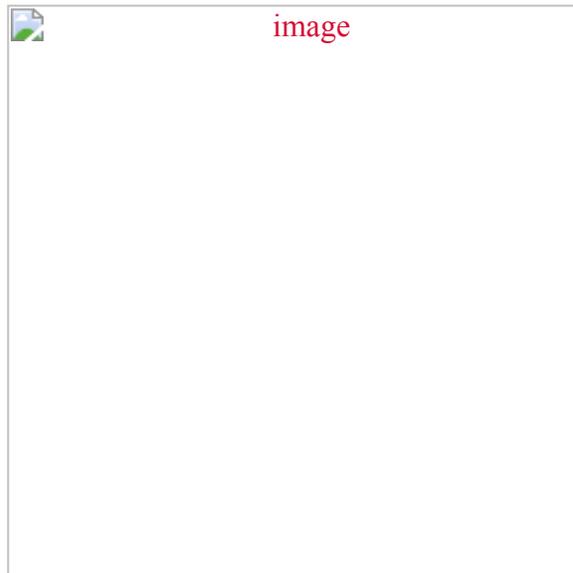


Des juges d'appel ont retenu à tort que si le mot "nègre" appliqué à une personne est essentiellement péjoratif, il en va différemment de l'expression d'"art nègre" qui a été analysée, non pas comme une injure, mais comme une analyse subjective sur l'importance du rythme dans les genres musicaux qualifiés de "nègres" par l'auteur de tweets.

Lire

Diffamation par tract syndical

Un tract syndical peut tomber sous le coup de la diffamation publique dès lors qu'il est largement diffusé hors d'une communauté d'intérêts de personnes. La condamnation de syndicalistes à une amende de 400 euros pour diffamation publique a été confirmée par les juges suprêmes. Ces derniers avaient affiché et distribué un tract syndical dans des locaux pénitentiaires.

[Lire](#)

« Incompétent » : la diffamation écartée



Traiter une personne d'incompétente ne tombe pas sous le coup de la diffamation. Pour constituer une diffamation, l'allégation ou l'imputation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la victime doit se présenter sous la forme d'une articulation précise de faits de nature à être, sans difficulté, l'objet d'une preuve et d'un débat contradictoire. Or, le terme « incompetent » ne comporte

[Lire](#)

Propriété intellectuelle

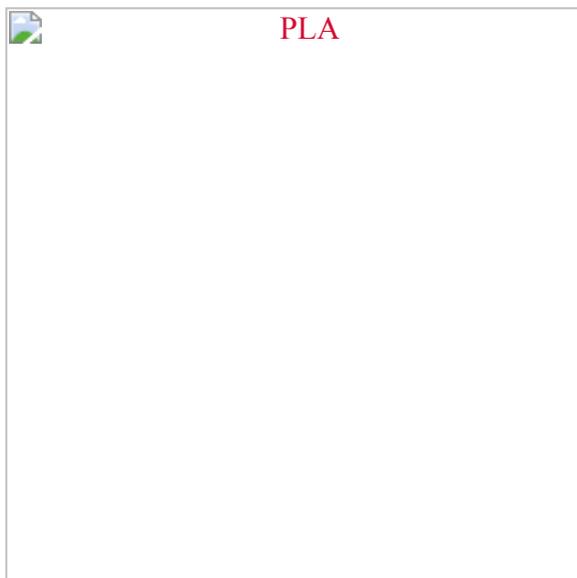
Savon de Marseille : QPC rejetée

Difficulté juridique de taille, l'Association Savon de Marseille n'aurait pas été en mesure d'expliquer dans son cahier des charges en vue de l'obtention d'une indication géographique protégée industrielle et artisanale (IGPIA) en quoi le Savon de Marseille serait originaire d'une zone géographique ou d'un lieu déterminé. Or, doivent impérativement être fournis au cahier des charges

Lire



Comment rémunérer le scénographe ?



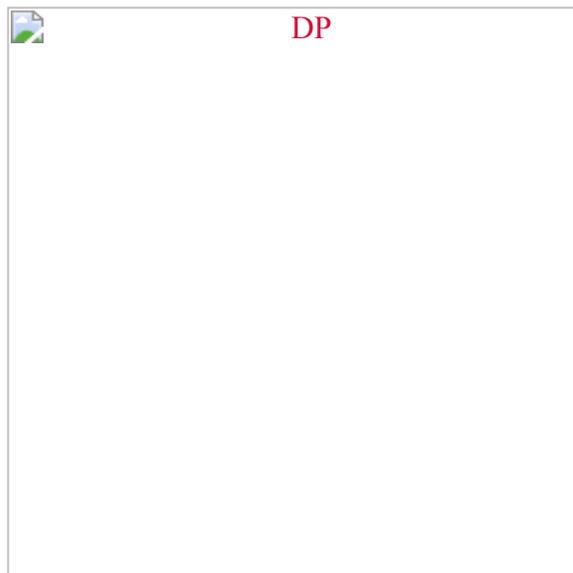
L'oeuvre accomplie par les scénographes de lumières peut être rémunérée principalement sous la forme de droits d'auteur qui protègent l'ensemble des oeuvres de l'esprit, quels que soient le genre, la forme d'expression, le mérite ou la destination. La création artistique des décors, costumes et lumières, spécialement conçue

Lire

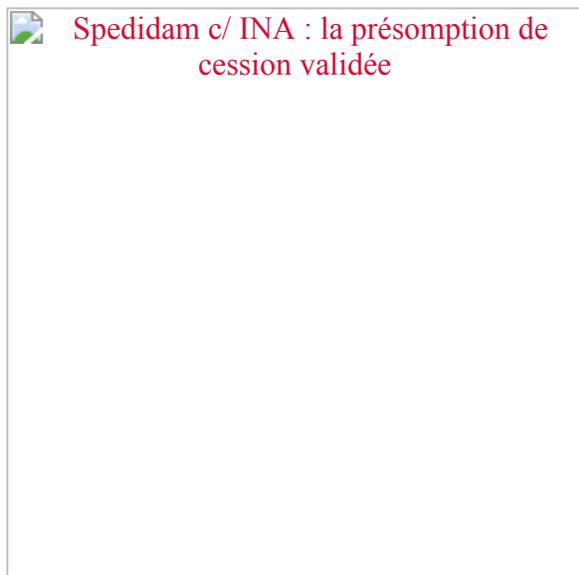
Usage de marque : la compétence de la DGCCRF

Les agents de la DGCCRF sont en droit d'interdire l'utilisation d'une marque (Crit'Air) en cas de risque de tromperie commerciale du consommateur. De façon plus générale, les agents de la DGCCRF sont également compétents pour rechercher et constater les infractions à l'usage de marques.

Lire



Spedidam c/ INA : la présomption de cession validée



La CJUE a jugé que la directive 2001/29 sur l'harmonisation du droit d'auteur ne s'oppose pas à ce que, en matière d'exploitation d'archives audiovisuelles par une institution désignée à cette fin (l'INA), la loi pose une présomption d'autorisation de l'artiste-interprète à la fixation et à l'exploitation de sa prestation, lorsque cet artiste-interprète participe à l'enregistrement d'une œuvre audiovisuelle aux fins de sa radiodiffusion

Lire

Publicité | Marketing

Contrat de mannequin : quel tribunal compétent ?

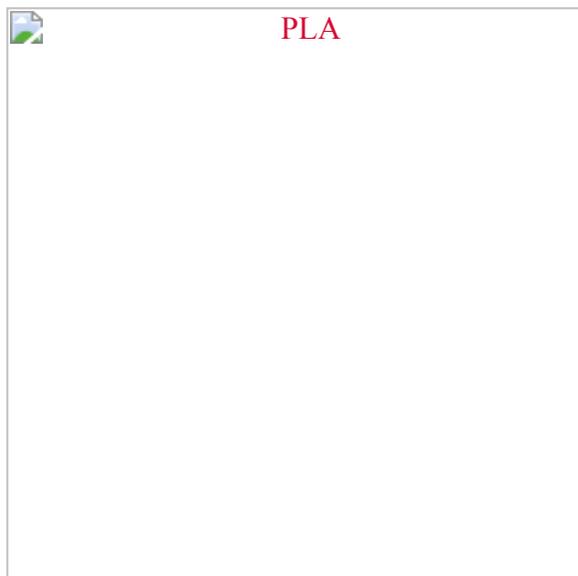
Thématique : Image | Photographie, Image des personnes, Mannequins, Publicité | Marketing

L'action pour violation d'une clause d'exclusivité d'un mannequin (action en concurrence déloyale) initiée par une agence de mannequins, relève bien de la compétence du Tribunal de commerce et non de la juridiction prudhomale.

Lire



Rupture abusive de pourparlers publicitaires



Thématique : Pilotage des Entreprises, Pourparlers, Publicité | Marketing
Un refus de devis de campagne publicitaire formulé à la dernière minute, entre deux sociétés ayant pris l'habitude de travailler ensemble, peut être sanctionné au titre de la rupture abusive de pourparlers. Une agence de communication a obtenu la condamnation de son client à 75 000 euros de dommages et intérêts.

Lire

Campagne publicitaire sans contrat

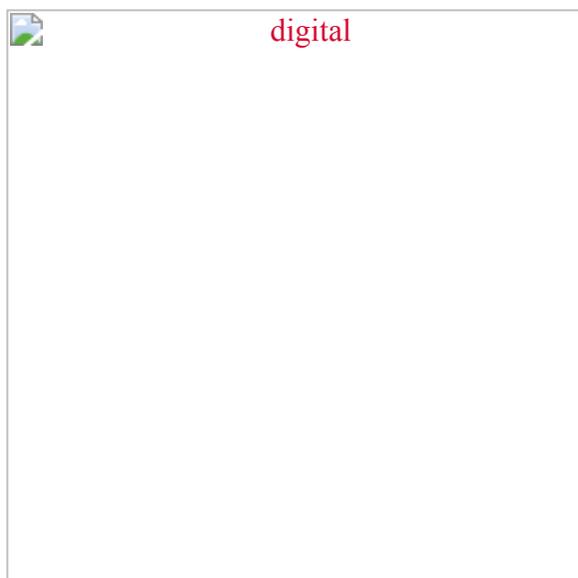
Thématique : Contrat d'annonceur,
Publicité | Marketing

Il est loisible à un annonceur de faire appel à une agence de communication sur devis acceptés sans que la relation des parties soit requalifiable en contrat cadre de communication.

Lire



Campagne publicitaire sur les réseaux sociaux



Thématique : Contrat d'annonceur,
Publicité | Marketing

Si le diffuseur d'une campagne publicitaire sur les réseaux sociaux n'est pas tenu à une obligation de résultat, des dysfonctionnements techniques, un taux de clic incohérent ou une durée de visite très faible, sont des contestations sérieuses permettant à l'annonceur de refuser de payer l'intégralité de la facture exigible.

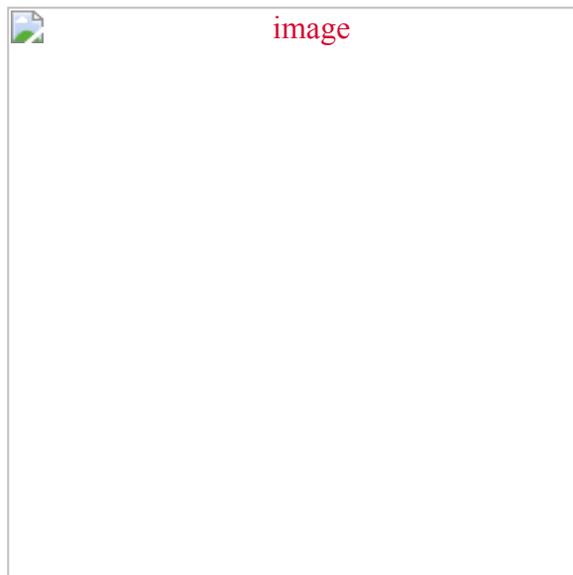
Lire

Numérique | E-commerce

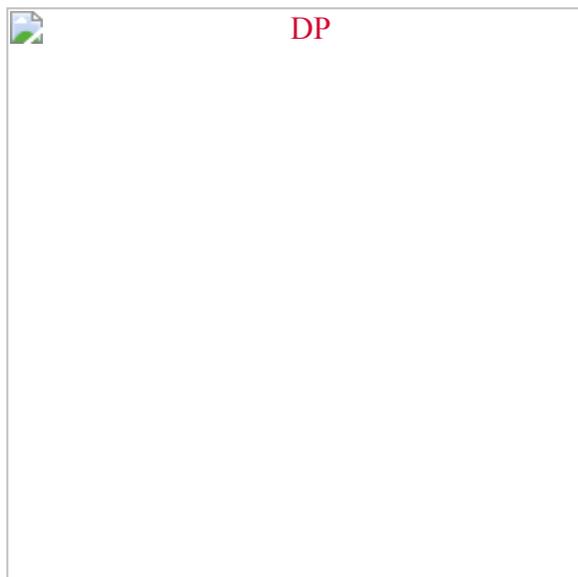
Usage raisonnable de l'internet au travail

Un usage raisonnable de l'internet au travail à des fins personnelles ne constitue pas une faute justifiant un licenciement pour cause réelle et sérieuse.

Lire



Criminalité : arrivée de la surveillance électronique en temps réel



En matière de lutte contre le crime organisé, le terrorisme et le financement, le Décret n° 2019-1602 du 31 décembre 2019 a élargi le recours à la captation en temps réel et à distance des données informatiques prévue à l'article 706-102-1 du code de procédure pénale (CPP, enquêtes de flagrance ou préliminaire en matière de criminalité et de délinquance organisées). Le décret ajoute également à la liste des accédants aux traitements de données concernées,

Lire

Signalement électronique des drones

Les aéronefs (y compris les drones) circulant sans personne à bord, d'une masse inférieure à 800 grammes, doivent être équipés d'un dispositif de signalement lumineux et d'un dispositif de signalement électronique ou numérique (article L. 34-9-2 du CPCE). Ce dispositif de signalement vise à permettre aux services concourant à la sécurité, à la défense nationale, aux secours et aux douanes d'identifier

[Lire](#)

Uber condamné pour maraude électronique



Les sociétés Uber ont été condamnées pour avoir commis des actes de concurrence déloyale par l'exploitation du service Uberpop, la pratique du maraudage électronique et le recours à des chauffeurs exerçant sous le statut 'Loti'.

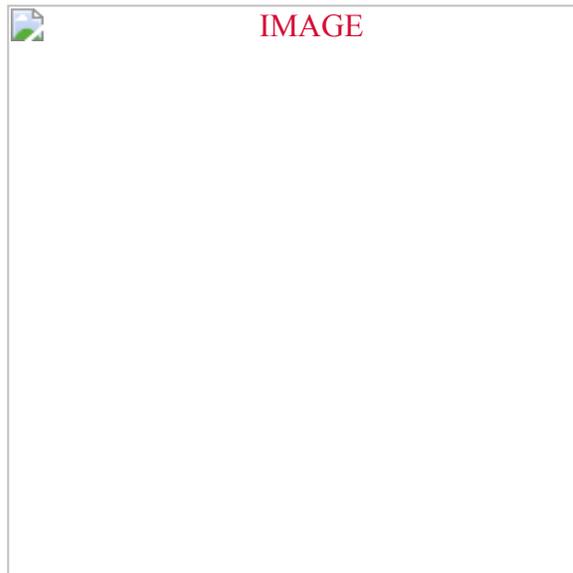
[Lire](#)

Image | Photographie

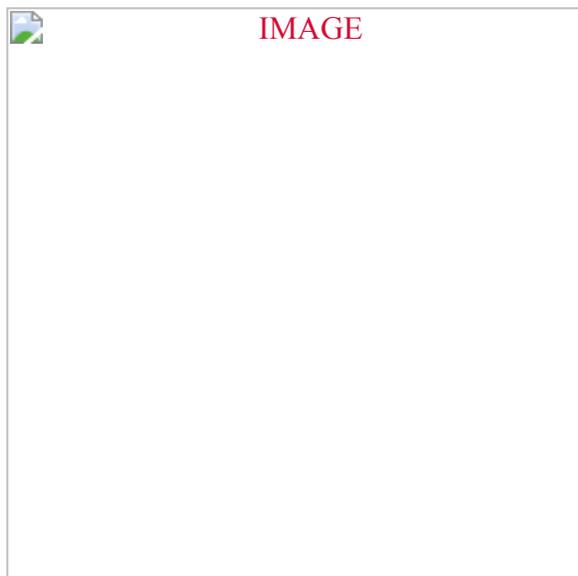
Photographies originales : taux réduit de TVA applicable

Les portraits et photographies de mariage peuvent parfaitement être originales et manifester une intention créatrice susceptible de les faire regarder, ne serait-ce qu'en partie, comme des photographies prises par un artiste. En conséquence, ces photographies peuvent bénéficier du taux réduit de TVA.

Lire



Dépenses d'image : attention au redressement fiscal



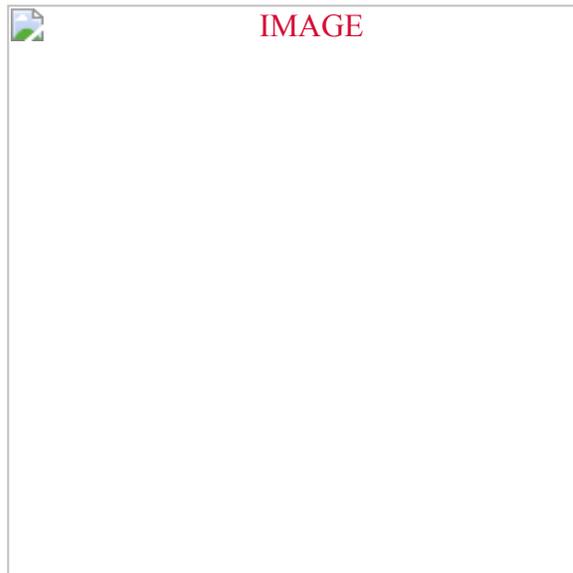
Les sociétés organisées en maison mère / filiales doivent être vigilantes au traitement comptable de leurs dépenses d'image (frais d'agence de photographes), de publicité, de catalogue et de sponsoring. Dans cette affaire, les factures produites relatives aux charges de " publicité et relations publiques " ainsi que

Lire

Image du salarié en faute

L'employeur est en droit d'utiliser les preuves recueillies par les systèmes de surveillance des locaux autorisés par les autorités compétentes pour des impératifs de sécurité des personnes et des biens dont l'existence a été portée à la connaissance de l'ensemble des personnes fréquentant le site.

Lire

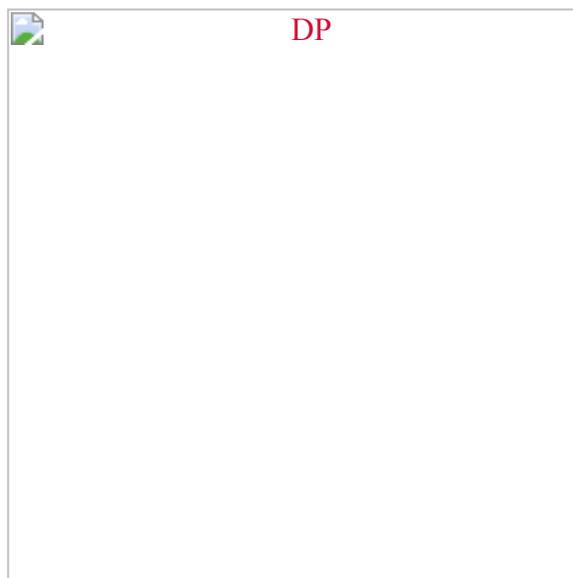


Données personnelles | RGDP

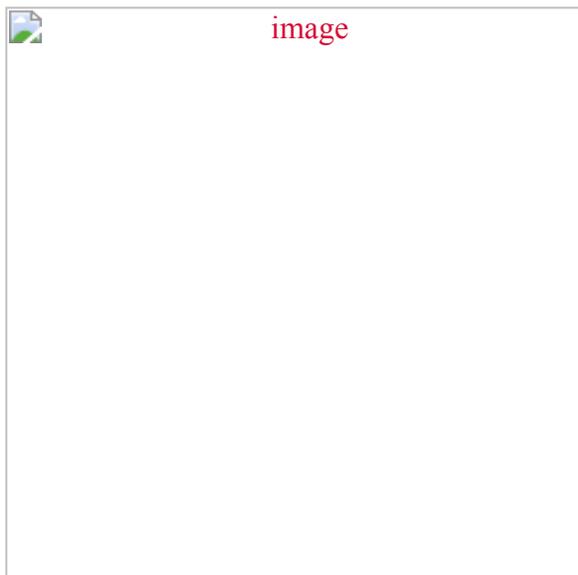
Déploiement des compteurs Linky : pouvoirs limités du Maire

Un maire n'est pas en droit de réglementer le déploiement des compteurs " Linky " sur le territoire de sa commune en imposant la collecte du consentement des administrés.

Lire



Badge en entreprise : restez en conformité



Prouver le manque de ponctualité d'un salarié par des enregistrements d'un système de badges non déclaré à la CNIL n'est pas légal (mode de preuve irrecevable). Un employeur a reproché à son employeur de nombreux retards intempestifs.

Lire

Déréférencement de Yelp et des annuaires professionnels

Eu égard à la nature et au contenu des données qui sont accessibles sur le site Yelp, qui mentionnent seulement l'activité professionnelle et rendent publiques les coordonnées postales et téléphoniques d'un professionnel (médecin), la CNIL a pu légalement

Lire

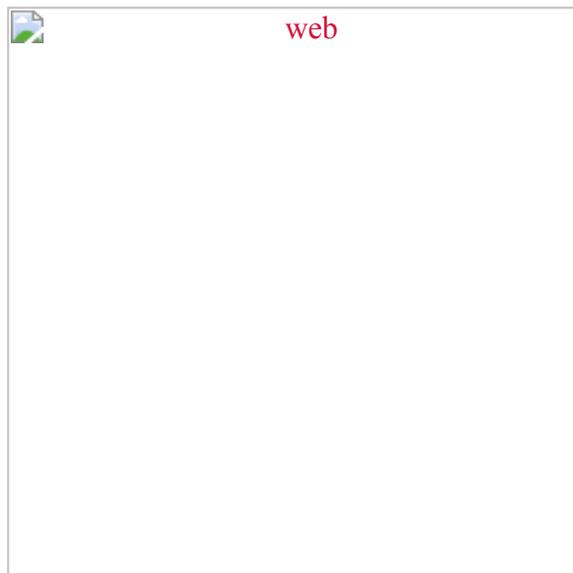


Consommateurs | Consommation

L'achat professionnel exclut la qualité de consommateur

La commande d'un matériel de photocopie dès lors qu'elle est réalisée à partir des locaux d'une société, pour les besoins de l'activité de celle-ci, qu'a été apposé le cachet de la société sur les actes contractuels et que le matériel a été réceptionné au siège de la société, présume irréfragablement que cet achat a un rapport direct

Lire



Paniers légumes à domicile : le formalisme obligatoire

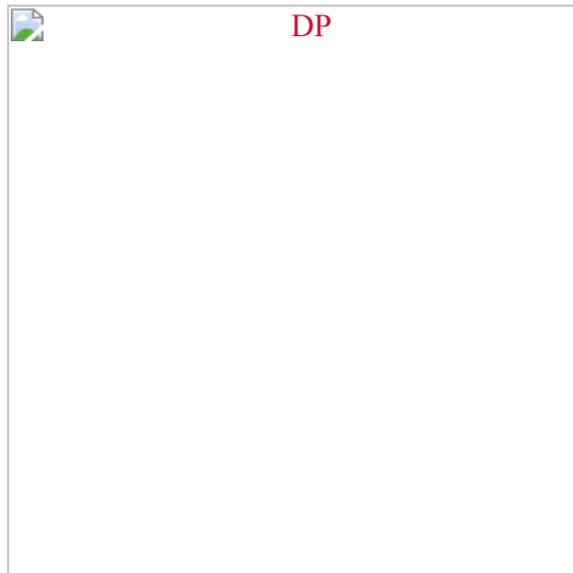


Sont exclus du champ d'application des dispositions relatives aux contrats conclus hors établissement (formalisme très spécifique), les contrats portant sur la fourniture de denrées alimentaires, de boissons ou d'autres biens ménagers de consommation courante. Toutefois, cette exception ne joue que si lesdits produits sont livrés physiquement par un professionnel lors de tournées fréquentes et régulières au domicile ou au lieu de résidence ou de travail du consommateur.

Lire

Qualité de professionnel ou de consommateur

Il résulte des dispositions des articles 17 et 18 du règlement européen n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, que le consommateur qui bénéficie de la faculté d'attirer le prestataire dans le ressort du tribunal du lieu de son domicile est, au sens de ce texte, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, ou libérale.

[Lire](#)

Honoraires de l'avocat calculé sur l'article 700



Aucun texte ou principe ne fait obstacle à ce que l'avocat et son client conviennent librement de fixer l'honoraire de résultat au montant de l'indemnité allouée au titre de l'article 700 du code de procédure civile. A été jugée licite la clause de la convention d'honoraire selon laquelle un client consommateur, s'engageait à verser à l'avocat un honoraire complémentaire égal, « au choix de la SCP

[Lire](#)

Contrats à Télécharger

Salaires de la Production audiovisuelle | 2019

Grille des salaires de la Production audiovisuelle pour l'année 2019 à télécharger.

[Lire](#)

Contrat de Coproduction cinématographique

Modèle de Contrat de Coproduction cinématographique à Télécharger. La présente convention prend effet à la date de sa signature, elle durera aussi longtemps que l'oeuvre cinématographique pourra être licitement exploitée pour le compte commun de la Coproduction. Les Coproducteurs conviennent expressément que leur collaboration n'est en aucune façon constitutive d'une société entre eux. Les conditions de leur collaboration seront en ...

Lire

Contrat de cession de Podcast

Modèle de Contrat de cession de Podcast à Télécharger. Le Cédant est l'auteur et interprète d'un ensemble de séquences sonores parlées, de qualité professionnelle et destinées à être diffusées à la demande, dénommée « » (ci-après « Podcast »). Le Cédant est l'auteur et titulaire des droits patrimoniaux sur les Podcasts identifiés en annexe des présentes. Le Cessionnaire a manifesté son intérêt pour ...

Lire

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine